

## **Session Plénière du 18 Février 2021**

### **VÉU présenté par le Groupe Rassemblement National CONTRE la dissolution de l'association *Génération Identitaire***

\*\*\*\*\*

Le gouvernement a notifié à l'association *Génération Identitaire* sa future dissolution suite à son opération pour dénoncer la perméabilité de la frontière franco-espagnole dans les Pyrénées. Une opération similaire à celle effectuée au col de l'Echelle en 2018 et pour laquelle *Génération Identitaire* avait déjà été entièrement relaxé.

Le politologue Jean-Yves Camus, que l'on présente partout comme un « spécialiste de l'extrême droite » reconnaît lui-même que *Génération Identitaire* « n'est pas un groupe terroriste » et que ni la notion de « milice », ni celle de « groupe armé » n'est pertinente pour qualifier ce mouvement.

Le caractère politique, pour ne pas dire le cynisme, de cette décision gouvernementale est limpide : donner des gages à l'aile gauche du parti présidentiel suite à la dissolution de plusieurs associations islamistes dont le caractère dangereux était pourtant, lui, bien avéré. Quiconque est attaché au libre exercice de la liberté individuelle et au droit d'association doit s'indigner de cette manœuvre honteuse et de cette prise en otage de la démocratie.

Ce « centrisme autoritaire » est le plus pernicieux car le plus lénifiant : Ils ne sont ni de droite, ni de gauche ; comment pourraient-ils être « d'extrême droite » ou « d'extrême gauche » ? Force est de constater que la dérive autoritaire peut tout à fait émerger par le *centre*.

Rappelons enfin que, pendant que *Génération Identitaire* est sous la menace du couperet, des groupes *antifas* revendiquent ouvertement sur les réseaux sociaux le gazage et le tabassage à coup de barres de fer des jeunes qui ont permis l'évacuation des squatteurs qui occupaient la maison d'un homme de 88 ans à Toulouse, sans être inquiétés une seule seconde par le zèle très sélectif du Ministre de l'Intérieur.

**C'est pourquoi le conseil régional du Centre-Val de Loire réuni en séance plénière le 18 Février 2021 demande au gouvernement de renoncer à la dissolution du mouvement *Génération Identitaire* et exprime sa préoccupation face à un recul de la liberté d'opinion et d'association.**